



Appel à propositions

Termes de référence

Novembre 2021

EurAc recherche un appui extérieur pour l'accompagner dans l'analyse et la rédaction d'un rapport sur les enjeux et défis du contexte pré-électoral en vue du cycle électoral de 2023 en République démocratique du Congo

1. Appel à propositions

1.1. Contexte général

Dans le cadre de son plaidoyer sur la participation politique inclusive en Afrique centrale, le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc) souhaite **élaborer et publier un rapport au début de l'année 2022 pour dresser un état des lieux de la situation pré-électorale congolaise et des enjeux du cycle électoral dans son ensemble**. Ce rapport analysera en profondeur les dynamiques à l'œuvre au sein de la RD Congo et plus généralement de la sous-région autour de ce nouveau cycle électoral. Sur base de cette analyse, le rapport proposera des recommandations politiques à l'Union européenne et ses États membres afin de garantir un processus électoral inclusif, libre et apaisé garant du respect des droits de la population congolaise et de sa volonté.

Au vu du contexte politique et social qui prévaut aujourd'hui en RD Congo, et à la lumière des précédentes expériences des différents cycles électoraux qu'a connu le pays, la recherche mettra en lumière des propositions pour comprendre les dynamiques sous-jacentes et relatives à l'organisation des élections internes au pays, garantir l'organisation d'élections libres, transparentes et apaisées, prévenir de possibles épisodes de violence et/ou de déstabilisation, garantir le respect des droits humains, civils et politiques dans un climat apaisé et de tolérance (droit d'expression, de manifestation, etc).

La recherche proposera un angle d'analyse innovant pour pouvoir remettre du sens *politique* dans ce processus et proposer des axes de travail pour que la population de la RDC s'approprie ce temps électoral et ce processus de construction et consolidation de la démocratie.

Le cycle électoral sera appréhendé dans sa globalité (des élections nationales aux élections locales).

- ▶ **Pour l'appuyer dans ses recherches et dans la rédaction du rapport, le Secrétariat d'EurAc souhaite établir une collaboration avec une personne experte de la région et des processus électoraux.**

1.2. Objectifs et livrables :

Cette personne sera chargée, en étroite collaboration avec le Secrétariat d'EurAc et ses membres, de conduire la recherche, proposer une analyse et de rédiger le rapport.

Au-delà du rapport, le-la chercheur-euse proposera des axes de travail prioritaires et des recommandations pour le plaidoyer d'EurAc et ses membres et de leurs partenaires de terrain (niveaux local, national et international).

Le-la chercheur-euse proposera également une cartographie des parties prenantes du processus électoral comprenant notamment les acteurs, leurs agenda(s), intérêts, influence sur le processus électoral.

Il s'agit d'une recherche au service du réseau qui devra être en accord avec la ligne politique d'EurAc et le positionnement de ses organisations membres.

Le rapport aura pour but de :

- Contextualiser en profondeur les enjeux politiques et électoraux en vue des élections de 2023¹ ;
- Dresser et analyser un état des lieux des réformes institutionnelles à venir au cours du cycle électoral et des enjeux autour des institutions en charge de l'organisation des élections (CENI, nouvelle loi électorale, etc.) ;
- Mettre en lumière les facteurs qui peuvent avoir un effet déstabilisateur sur le processus électoral mais également les facteurs favorables qui peuvent atténuer les conflits potentiels ;
- Proposer des solutions ou des stratégies afin d'assurer la tenue des élections libres et transparentes et limiter la violence liée au contexte pré-électoral, avec un focus sur le rôle de l'Union européenne et ses États membres.

1.3. Profil recherché

- Profil académique - expérience de recherche de minimum 5 ans ;
- Expertise en processus électoraux, organisations d'élections de minimum 5 ans ;
- Excellente connaissance et fine compréhension du contexte politique de la RD Congo et de la région des Grands Lacs ;
- Excellente connaissance des enjeux géopolitiques dans la région et notamment vis-à-vis de l'Union européenne et ses États membres ;
- Capacité à proposer des approches innovantes ;
- La connaissance de précédentes actions de plaidoyer portées par le réseau EurAc et ses membres constitue un atout ;
- Langue de travail : français.

2. Modalités pratiques

2.1. Calendrier indicatif

15 novembre 2021 : publication et diffusion de l'appel à proposition

12 décembre 2021 : deadline pour l'envoi des candidatures

13 – 16 décembre 2021 : sélection du ou de la candidat-e et échange entre EurAc et la personne sélectionnée pour préciser les termes et conditions.

Janvier – mars 2022 : travail de recherche et de consultation, rédaction et finalisation du rapport

- ▶ Soumission d'un rapport de démarrage (Inception report) avec plan de travail et méthodologie détaillée ;

¹ Y compris les enjeux régionaux et internationaux.

- ▶ Tout au long de la période de recherche, des échanges réguliers et consultation auront lieu entre le·la candidat·e et le Secrétariat d'EurAc;
- ▶ Début mars : Présentation des résultats de recherche au Secrétariat d'EurAc
- ▶ Réajustement du rapport post-commentaires du Secrétariat d'EurAc

15 mars 2022 : remise du rapport final écrit

EurAc se réserve le droit d'arrêter le processus de recrutement avant la date limite finale si l'un·e des candidat·e·s convient.

2.2. Budget

EurAc propose une enveloppe globale d'environ 10.000 euros pour l'ensemble du projet.

Cette enveloppe comprend le temps de travail du ou de la chercheur·euse, ainsi que tous les frais inévitables à sa recherche.

Le ou la candidat·e doit inclure une offre de prix incluant tous les coûts (taxes comprises).

2.3. Candidatures

- ▶ La candidature doit être envoyée **au plus tard le dimanche 12 décembre à 18h00 (heure de Bruxelles)** par courrier électronique à l'adresse suivante : clara.debeve@eurac-network.org

Le ou la candidat·e intéressé·e doit soumettre une proposition comprenant une offre technique et financière qui inclut :

- Une proposition méthodologique détaillée incluant : (2 pages)
 - L'approche globale proposée : angle d'approche pour aborder le contexte pré-électoral et pouvoir en dégager une analyse politique, un angle de lecture original
 - La méthodologie de travail (recherche, coordination avec le Secrétariat d'EurAc et les membres du réseau) ;
- Expertise spécifique : décrivez votre niveau de connaissance et d'expertise sur ce sujet (1 page)
- Expérience pertinente : fournissez les détails d'une expérience similaire (références) + CV
- Proposition de budget et offre financière détaillée.

2.4. Critères de sélection

Les critères de sélection sont les suivants :

- L'expertise et l'expérience du ou de la candidat-e par rapport à la mission, en particulier son expertise électorale et de sa connaissance de la région des Grands Lacs ;
- La méthodologie de travail proposée, y compris sur le travail avec les membres du réseau ;
- Connaissance d'EurAc et de ses membres est un plus ;
- L'offre financière proposée.

3. À propos d'EurAc

Créé en 2003, le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc) est le réseau de plaidoyer des ONG européennes travaillant en et sur l'Afrique centrale. **EurAc a pour objectif d'atteindre la paix, la sécurité, la justice et la démocratie pour un développement durable en Afrique centrale, et plus particulièrement au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC) et au Rwanda.**

Le réseau regroupe 34 organisations européennes de 10 pays européens différents (États membres de l'Union européenne - *Allemagne, Belgique, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Espagne, Suède* - ainsi que *Norvège et Suisse*).

EurAc bénéficie d'une expertise solide et polyvalente et de relations de longue date avec les responsables politiques et les décideurs-euses dans les capitales européennes et avec des partenaires clés dans la région des Grands Lacs. EurAc est donc dans une position unique pour jouer un rôle important dans le suivi des relations de l'UE avec la région des Grands Lacs et pour envoyer des messages clairs et basés sur des faits afin de façonner l'agenda de l'UE.

La mission d'EurAc est de mener des actions de plaidoyer auprès de l'UE pour contribuer au développement et à la mise en œuvre, par l'UE et ses États membres, de politiques fortes et cohérentes favorisant la paix, la participation politique inclusive, la gestion durable et équitable des ressources naturelles et le plein respect des droits humains dans la région des Grands Lacs.

Pour atteindre ces objectifs, les organisations membres d'EurAc plaident auprès des États membres de l'UE, des institutions de l'UE et de leurs relations avec les organisations multilatérales - telles que les Nations unies (ONU), l'Union africaine (UA) et les organisations régionales.

EurAc pousse les pays européens à agir d'une seule voix en ce qui concerne la cohérence de leurs relations politiques et économiques avec la région.

VISION ET OBJECTIFS

Les organisations membres d'EurAc travaillent ensemble pour encourager les politiques de l'UE et de ses États membres qui favorisent **les droits humains et la participation politique inclusive**, la **gestion équitable et durable des ressources naturelles**, ainsi que **la paix et la sécurité** en Afrique centrale.

Pour ce faire, le réseau a identifié quatre objectifs stratégiques :

- L'UE adopte des politiques, des instruments juridiques et politiques significatifs pour minimiser l'impact environnemental, social et économique négatif de l'exploitation des **ressources naturelles** dans la région des Grands Lacs.
- L'UE soutient les efforts démocratiques, menés par la société civile, des populations de la région des Grands Lacs pour promouvoir **les droits humains et la participation démocratique**.
- L'UE s'engage dans des relations étrangères qui favorisent **la paix et la sécurité** pour les citoyens de la région, et en particulier pour les groupes les plus vulnérables.
- **Les États membres européens agissent d'une seule voix** en ce qui concerne leurs relations politiques et économiques avec la région, qui sont ancrées dans les droits humains et donnent la priorité à la richesse et au bien-être de ses habitants et de l'environnement.